



# Newsletter

## Franco-Arabe

LETTRE DE LA CHAMBRE DE COMMERCE FRANCO-ARABE - N° 166 - SEPTEMBRE 2025

### Edito du Président

## Souhaitons la lumière au bout du tunnel



### SOMMAIRE

- Sommet économique de l'Union des Banques Arabes. p 2-4
- Vision Golfe 2025. p 5-8
- L'IA dans le monde arabe. p 9-11
- Brèves économiques. p 12-14
- Publicité : Suez. p 15

J'ai peine à vous l'écrire. Mais je veux, c'est vrai, quand même vous souhaiter à tous et à toutes, une excellente rentrée en ce mois de septembre.

Pour ce qui nous concerne, au-delà de nos publications, des réunions d'information qui s'annoncent - sur l'intelligence artificielle dans le monde arabe, sur l'investissement en Irak - une partie de notre attention est tournée vers la prochaine édition, **les 10 et 11 décembre matin, de notre sixième Sommet économique France - Pays arabes**, pour la troisième fois consécutive sous le haut patronage du Président de la République.

Cette année, pour faciliter la présence des participants, nous avons fait le choix de travailler sur deux matinées. **Deux matinées qui permettront de traiter notamment d'un sujet crucial pour le monde arabe, mais aussi pour la France : la question de l'eau, de ses enjeux, comme de ses potentiels**, alors que le monde arabe est sous stress hydrique fort et que les entreprises françaises détiennent dans ce domaine des savoir-faire majeurs. **Ainsi, notre Grand Invité d'Honneur sera Monsieur Antoine Frérot, Président du groupe Veolia**, groupe mondial de référence.

Mais avant de nous retrouver à cette occasion, c'est vrai, j'ai un peu de mal à croire que votre rentrée sera si bonne, tant les nuages annonciateurs de crises et de difficultés se sont accumulés ces dernières semaines.

Je ne veux pas faire preuve de trop de pessimisme, mais quand même, alors que le monde économique sait bien que la clé du fonctionnement, de l'investissement, et de la réussite réside en la capacité à avoir une vision au moins à moyen terme, et plus encore à long terme, force est de constater que nous nous retrouvons aujourd'hui, sur le plan international et sur le plan national, avec des perspectives pour le moins les plus incertaines et les plus aléatoires.

Les droits de douane « réciproques » américains imposés le mois dernier à la communauté internationale sont venus

mettre une première dose d'insécurité. Et voilà, que la justice américaine s'en mêle. Ils ont été déclarés illégaux, et le Président Trump doit saisir la Cour suprême...

Les conflits, au Soudan, à Gaza, en Ukraine notamment, en dépit de timides tentatives de négociations, ne font que s'intensifier et les populations civiles y payent un tribut particulièrement lourd.

Le dialogue international, qui représentait un des héritages clé de la fin de la seconde guerre mondiale, donne l'impression d'avoir explosé. Les Nations unies n'apparaissent plus que comme une coquille vide. Et la Chine de son côté a réuni à Tianjin le 25ième sommet de l'OCS, une organisation eurasiatique qu'elle domine avec la Russie. Dans son discours, Xi Jinping y a dénoncé la « mentalité de guerre froide » (dans une référence au Président Trump), tandis que Vladimir Poutine qualifiait « d'obsoleète » le modèle euro-atlantiste...

Dans tous ces domaines, la voix de la France apparaît bien affaiblie. **La France doit retrouver sa crédibilité, sa force, que le Général de Gaulle avait si bien incarnées.**

Et que dire justement de la situation française... Dieu seul sait dans quelle condition nous finirons l'année ! Non seulement d'un point de vue politique, mais aussi, voir surtout, d'un point de vue économique... Le bon sens semble avoir été totalement perdu par tous les partis politiques. Et l'on ne voit guère qui et comment quelqu'un pourra dans les semaines qui viennent le réinjecter dans les maux qui sont les nôtres.

**En dépit de tout cela, parce que nous sommes des chefs d'entreprises, nous devons avancer, en nous disant qu'il y a forcément un peu de lumière au bout du tunnel.**

Notre 6ième Sommet économique s'efforcera pour le moins de braquer les projecteurs sur des entreprises, sur des pays, qui avancent, qui sont les uns comme les autres, sources de progrès et d'optimisme quand même.

Nos  
partenaires  
2025



Sommet économique de l'Union des Banques Arabes, Paris, 20 juin

## « La résilience économique face aux changements géopolitiques »



*Favoriser le dialogue sur les défis économiques et bancaires entre les acteurs européens de ce secteur et leurs homologues en Afrique et dans la région ANMO, explorer les opportunités pour accélérer la croissance économique au sein de ce triangle économique, discuter des impacts des défis économiques et géopolitiques de l'Europe sur les systèmes financiers et la coopération entre les partenaires sur les trois continents, et enfin examiner les stratégies de relance et de restructuration des secteurs bancaires dans les pays arabes touchés par les crises, tels étaient les objectifs de cette troisième édition de l'«Euro-Med Economic & Banking Summit», tenue le vendredi 20 juin à Paris, dans les salons de l'hôtel Georges V, sous le haut patronage du Président de la République française, Monsieur Emmanuel Macron.*

*Organisé par l'Union des Banques Arabes en coopération avec les fédérations bancaires française, européenne et internationale, et avec la participation de la Chambre de Commerce Franco Arabe, sur le thème : « La résilience économique face aux changements géopolitiques », ce Sommet s'est tenu à un moment où les transformations économiques et les défis commerciaux pèsent sur les chaînes d'approvisionnement mondiales, les marchés de l'énergie, et les balances commerciales. Pas moins d'une trentaine d'intervenants ont animé cette rencontre et exposé la nécessité de coopérer pour développer des partenariats financiers et économiques entre l'Europe, l'Afrique et les pays arabes.*

*A cette occasion, le prix du meilleur Gouverneur de Banque Centrale de l'année 2025 a été décerné à M. Hassan Abdallah, Gouverneur de la Banque Centrale d'Égypte et le prix du « Visionnaire en leadership » au prince Abdulaziz bin Talal Bin Abdulaziz Al Saud.*

*Plusieurs recommandations, émises à la fin de ce Sommet, ont souligné l'importance d'élargir la coopération bancaire arabo-européenne, d'activer des canaux de financement communs et de lancer des fonds d'investissement stratégiques. D'autres recommandations touchant le facteur humain ont appelé à la promotion de l'éducation, l'échange d'expertise et la construction de partenariats à long terme favorisant le développement de la région.*

« Nous vivons dans un monde en crises permanentes : crises financières, Covid-19, changement climatique, cybercriminalité.... ». C'est par ces mots que le **Dr. El Hadi Chaibainou**, Secrétaire Général de l'Union des Banques Francophones, a ouvert les travaux de cette rencontre. Face, à ce monde qu'il a qualifié en « permacrises », dont les répercussions économiques financières et sociales sont diverses, il faut être encore plus vigilants, plus actifs, et en situation de « permarésilience » pour répondre aux exigences d'une jeunesse notamment éprise de nouvelles techno-

logies, et ainsi satisfaire ses ambitions de créer plus de richesse et d'emplois. Cette rencontre, a-t-il dit, regroupant des représentants de divers horizons géographiques - Moyen-Orient, Maghreb, Europe et Afrique - est en soi une résilience. Et d'ajouter qu'il est nécessaire de travailler ensemble pour tirer les conséquences de toutes ces crises, sources par ailleurs de « permaopportunités » à conditions de placer l'humain au centre de toutes les préoccupations.

De son côté, **M. Mohamed El Etreby**, Président de

l'Union des Banques Arabes, a indiqué que ce Sommet reflétait une fois encore la profondeur des liens entre la France et les pays arabes. Il a souligné le travail de l'Union pour accroître et développer la coopération avec les institutions françaises et la nécessité d'intégrer l'humain dans le

subissent les conséquences », a-t-il dit. Et de poursuivre qu'il faut s'interroger sur la façon d'ouvrir de nouvelles pistes de développement et de coopération, en ayant à l'esprit les besoins nécessaires en termes d'infrastructures, de croissance, de formation et de bien-être pour des populations qui



**M. Vincent Reina**



**M. Mohamed El Etreby**

partenariat entre les deux régions. « Il faut adopter une vision globale et travailler sur des projets, en commun, de long terme, pour renforcer nos partenariats » a-t-il asséné. Par ailleurs, le Président de l'Union des Banques Arabes a souligné la nécessité de changer de vision et de travailler pour renforcer l'intégration économique entre la France et les pays arabes et accélérer ainsi la coopération dans tous les domaines. Il a indiqué que le secteur bancaire demeure un moteur du changement et de la résilience, et appelé l'Europe à jouer un rôle plus important dans l'équilibre et la stabilité de cette zone.

**Mme Maya Atig**, Directrice Générale de la Fédération des Banques Françaises, a souligné que le haut patronage de cette rencontre par le Président de la République française, Monsieur Emmanuel Macron, reflétait la continuité des relations historiques entre la France et les pays arabes. « Ce Sommet intervient dans des conditions dures et il faut être résilient », a-t-elle dit. Et d'ajouter : « il faut bâtir une croissance et non seulement une résilience ». Elle a rappelé que la croissance économique dans les pays arabes avait atteint 2,5 % en 2024, un chiffre certes faible et insuffisant, mais en Europe cette croissance était seulement de 1,59 %, a-t-elle rappelé. Il faut faire mieux. Il y a une surinflation des règles en Europe, il faut « dégraisser », car cela pèse sur les investissements arabes en Europe. Par ailleurs, la Directrice Générale de la Fédération des Banques Françaises a souligné l'existence d'un dialogue permanent entre les responsables bancaires français et arabes. « Nous coopérons et nous échangeons pour améliorer les outils et être utiles aux ménages et aux entreprises » a-t-elle dit.

De son côté, **M. Vincent Reina**, Président de la Chambre de Commerce Franco Arabe, a souligné la justesse du thème de cette rencontre aux vues des changements géopolitiques et du contexte particulièrement dramatique tant au niveau international qu'au niveau du Moyen-Orient. « Notre monde n'a pas connu autant de conflits, avec autant de destructions depuis longtemps » a-t-il souligné. « Et les acteurs économiques, privés ou publics, y sont tous exposés et en

sont aujourd'hui laissées pour compte. Dans un monde fracturé, de plus en plus imprévisible et dangereux, il est important qu'un certain nombre d'acteurs puisse constituer un noyau dur de réflexions et d'actions au bénéfice d'un développement économique apaisé, inclusif, durable et responsable. Et les acteurs de la finance ont un rôle déterminant à jouer dans ce cadre, a-t-il dit. Par ailleurs, le Président de la CCFA a souligné l'intérêt de construire une relation tripartite, France-Afrique-Pays arabes. Il a rappelé que les investissements en Afrique subsaharienne venant du Golfe et des pays d'Afrique du Nord sont une réalité intan-

gible, notamment dans les secteurs de l'énergie, les infrastructures, l'agroalimentaire et les services, avant de se demander si cette relation tripartite était une relation gagnant-gagnant pour tout le monde ou si l'Afrique n'était pas le perdant tragique de cette nouvelle donne. Pour terminer, il a souhaité que les travaux de cette rencontre débouchent sur des actions pratiques, sur des objectifs communs, avec des actions avec un suivi mesurable. Enfin, il a rappelé que la CCFA, qui fête cette année son 55ème anniversaire, est depuis sa création, un acteur clé des relations économiques et commerciales franco-arabes. Cet anniversaire sera fêté à l'occasion du 6ème Sommet économique France-Pays arabes qui sera organisé les 10 et 11 décembre, sous le haut patronage du Président de la République. Un sommet qui pourrait constituer un point d'étape pour les recommandations du Sommet de l'Union des Banques Arabes.

**M. Ludovic Pouille**, Directeur de la Diplomatie économique au ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, a souligné le contexte brutal que traverse le monde : guerre en Europe, conflit entre l'Iran et Israël, insécurité dans la mer Rouge, guerre à Gaza, nouvelles taxes douanières américaines, tout cela mettant le commerce international en crise. Il a indiqué que la France était prête avec ses partenaires à reprendre les négociations sur le nucléaire iranien. Qu'elle soutient la libération de tous les otages à Gaza, et la solution à deux états pour garantir la paix dans la région. Il a par ailleurs rappelé les situations du Yémen et du Soudan, l'effondrement du régime en Syrie et le retour à une situation institutionnelle propice au Liban. Il a rappelé le partenariat d'exception avec le Maroc, les relations excellentes avec la Tunisie et le travail de la diplomatie françaises pour le retour au calme en Libye. Avec l'Égypte et la Jordanie, M. Pouille a indiqué que les relations étaient au beau fixe. Enfin concernant les pays du Golfe, pôle important de l'économie mondiale, il a souligné la nécessité d'investir et de développer les échanges avec cette région dont les échanges avec l'Europe avoisinent les 400 milliards d'euros. « Il faut accélérer nos échanges, alléger nos règlements et intégrer l'humain dans tous nos projets et le secteur ban-

caire et financiers est un acteur majeur et il a un rôle important à jouer dans cette vision ». a-t-il conclu.

Le **Dr. Mohamed Maait**, Directeur exécutif du FMI, a souligné que les enjeux politiques et économiques recèlent



**Dr. Wissam Fattouh**



**M. Torbey**  
**M. Hassan Abdallah**  
**M. Jack Lang**  
**M. Vincent Rein**

aussi des opportunités qu'il faut saisir, et que les défis à relever devaient permettre de dégager de nouvelles stratégies. Il a souligné la nécessité pour les pays ANMO d'intégrer les chaînes de valeurs internationales, de diversifier leurs économies et leurs investissements. « Il faut également consolider les relations entre l'Europe, l'Afrique et les pays arabes » a-t-il dit.

A la fin de cette séquence d'ouverture, le prix du Leader, meilleur Visionnaire pour l'année 2025, a été décerné au Prince Abdulaziz Bin Tala Bin Abdulaziz Al Saud, Président de AGFUND-KSA, et le prix du meilleur Gouverneur de Banque Centrale l'a été au Dr Hassan Abdullah, Gouverneur de la Banque Centrale d'Égypte.

Dans son mot de remerciements, le prince **Abdulaziz Bin Talal Bin Abdulaziz Al Saud** a souligné les efforts des banques arabes pour soutenir les initiatives dans les domaines de la sécurité alimentaire et du numérique, secteurs dans lesquels AGFUND s'est positionné. De son côté, le **Dr. Hassan Abdullah** a estimé que le prix qu'il recevait était une récompense pour tout le secteur bancaire égyptien et pour tous les progrès accomplis par l'Égypte pour relever les défis et appliquer des réformes ambitieuses souhaitées. Il a estimé que dans cette période dangereuse il fallait communiquer, échanger et collaborer pour trouver les solutions les plus adéquates.

**Trois tables rondes ont été ensuite organisées au cours de cette rencontre.**

**La première** sur le thème de **l'accélération du triangle économique Europe-MENA-Afrique**, qui a abordé les moyens de stimuler les échanges trilatéraux, les investissements, et le flux de capitaux entre l'Europe, la région ANMO et l'Afrique. Des focus sur les opportunités d'investissements à l'aune de la transition énergétique, ou sur les

innovations bancaires et les défis du cyber-risque et de la sécurité des données, ont pu être réalisés dans ce cadre, avec des intervenants français, marocain, saoudien ou encore européen. Les idées fortes de cette table ronde ont souligné la nécessité d'investir dans les énergies, de capitaliser sur le secteur privé, d'aider les investissements privés et les banques locales à fournir les liquidités nécessaires, de simplifier et faciliter les procédures pour que les banques répondent aux besoins des ménages et des entreprises. Par ailleurs, les intervenants ont mis l'accent sur la nécessité de trouver une relation équilibrée entre l'Europe et l'Afrique, suggérant de ne pas regarder ce continent comme une seule entité, mais comme un ensemble de pays divers et diversifiés avec des approches différentes d'un pays à un autre, en prenant en compte les transformations locales, le capital humain et les défis de l'environnement.

**La deuxième table ronde**, organisée sur le thème : **« Initiatives de collaborations arabo-européennes »**, a abordé le renforcement de l'alliance économique dans un monde en mutation, les nouveaux défis du commerce mondial et enfin la résilience économique de l'Europe face aux évolutions internationales. Les idées maîtresses de cette table ronde ont souligné la nécessité de préparer le futur, ensemble, à travers une collaboration entre l'Europe, l'Afrique et les pays arabes. Une coopération qui passe forcément par des investissements dans les champions arabes et par des investissements dans les énergies en Afrique qui sont d'ailleurs facilités aujourd'hui par les nombreuses réformes constatées dans plusieurs pays de la région. Quant aux défis à relever, notamment le changement climatique, l'énergie, la transition crypto-monnaie et ses incidences sur l'industrie, là aussi, la coopération s'est imposée comme la clé pour affronter des changements qui arrivent très rapidement. Il faut être agile, inventif et innovant pour passer de la résilience à la croissance, peut-on en conclure.

Enfin, **la troisième table ronde**, organisée sur le thème de **la relance et de la restructuration des secteurs bancaires** dans les pays arabes touchés par une crise, a permis aux différents intervenants d'aborder la nécessité de moderniser rapidement les systèmes bancaires notamment au Liban, en Syrie, et en Irak. Des réformes qui doivent d'abord améliorer la transparence et la gouvernance pour créer un environnement propice à leur intégration dans le système international, qui viendront également renforcer la stabilité économique et contribuer au rétablissement des relations de correspondants bancaires. Dans le cadre de ces réformes a émergé aussi la nécessité de renforcer la lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme pour rétablir la confiance et lutter contre la criminalité financière.

*Credits photos : Union des Banques Arabes*

# Vision Golfe 2025



M. Laurent Saint-Martin et S.E. M. Ahmed Al Sayed

*Sous le haut patronage du Président de la République, Monsieur Emmanuel Macron, la troisième édition de « Vision Golfe » s'est tenue les 17 et 18 juin au ministère de l'Économie, des Finances et de la Souveraineté industrielle et numérique à Bercy.*

*Cette rencontre qui a réuni des ministres, des hauts fonctionnaires, des décideurs, des experts français et des pays du Golfe, a été suivie par plus de 1 000 participants durant deux jours, avec des tables rondes sur les perspectives économiques dans cette région en pleine expansion et les opportunités offertes par les différents plans de développement et les grands projets. Elle a été par ailleurs l'occasion de nouer des contacts fructueux lors de rendez-vous ciblés B-2-B.*

## Un partenariat exceptionnel à renforcer

Au premier jour de cette nouvelle édition de Vision Golfe, **M. Didier Boulogne, Directeur général adjoint de Business France, et M. Laurent Saint-Martin, ministre délégué au Commerce extérieur et aux Français de l'étranger**, ont souligné toute l'importance de ce rendez-vous devenu une plateforme incontournable qui aligne les ambitions économiques des pays du Conseil de Coopération du Golfe et l'expertise industrielles et technologiques françaises.

« Dans le contexte d'instabilité que connaît le monde, Business France continue à édifier des ponts pour construire le futur. Nos relations avec les pays du Golfe sont exceptionnelles et nos partenariats exemplaires » a indiqué M. Didier Boulogne premier intervenant à la séance plénière. Il a indiqué que « Vision Golfe » se voulait la marque de cette vision des relations pour construire les relations futures entre la France et les pays de la région qui regorgent d'opportunités et offrent des perspectives de partenariats gagnant-gagnant.

M. Laurent Saint-Martin a souligné de son côté le besoin de rencontres de ce modèle pour présenter les atouts de la France et découvrir les priorités de ses partenaires. Il a souligné la convergence sur les grandes idées entre la France et les pays de la région, notamment sur l'énergie, l'IA et le numérique, indiquant que cette convergence peut faciliter les co-investissements. Il a incité les entreprises françaises

à s'engager dans la durée, promettant que la France et ses réseaux diplomatiques les accompagneront. « Il faut affirmer nos compétences, dans tous les secteurs : l'énergie, le numérique, l'eau, le sport, la culture et le tourisme », a-t-il dit, ajoutant qu'il y a de la place pour le savoir-faire français dans cette région. « La période que nous vivons est brouillée, certes mais il faut aller chercher les opportunités ».

**S.E. M. Ahmed Al Sayed, ministre du Commerce extérieur du Qatar**, a indiqué que la participation de son pays à ce forum témoigne du développement des relations bilatérales avec la France. Il a souligné l'importance d'un dialogue économique constructif et soutenu, que le Qatar est un partenaire stratégique clé pour la France avec lequel l'Hexagone entretient des liens bilatéraux solides axés sur la promotion du développement et de la prospérité mutuelle. Il a rappelé la croissance notable des échanges entre les deux pays qui ont atteint environ 11 milliards de QAR au cours des cinq dernières années, et la présence de 574 entreprises françaises opérant au Qatar contribuant au renforcement du partenariat économique. Enfin, il a indiqué que le Qatar est une porte d'entrée pour d'autres marchés dans la région et que l'environnement des affaires y est idéal pour s'y développer.

Sept tables rondes et quatre Keynotes ont suivi cette séance plénière, précédées par la présentation d'un modèle de coopération entre la France et l'Arabie saoudite à travers l'exemple d'AIUla.

**M. Pascal Cagni, Ambassadeur de France chargé des**

**investissements internationaux** et Président du Conseil d'Administration de Business France, a rappelé que dans le cadre de cette coopération à AIUla, cinquante contrats ont été signés avec des entreprises françaises dans le domaine culturel, touristiques et artistique. Il a indiqué que cette coopération peut se reproduire dans d'autres secteurs. **M. Jean-**

estimé que l'offre doit correspondre aux objectifs de chaque pays. M. Juan Leon, CEO d'Estithmar Holding Qatar, a souligné les investissements de son pays pour développer le capital humain, grâce à l'éducation, à la formation, et à la mise en valeur de la culture traditionnelle.



M. Didier Boulogne



Mme Abeer M. Alakel



M. Jean-Yves Le Drian

**Yves Le Drian, ancien ministre, Président d'Afalula**, l'Agence française pour le développement d'AIUla, a estimé que le Golfe sera sans doute la région majeure pour la croissance mondiale malgré les turbulences actuelles. Alula est un exemple de coopération stratégique, un modèle de coopération entre les deux pays qui appelle des partenariats forts. Il mobilise les expertises françaises dans tous les domaines. « Nous sommes dans la seconde phase de la stratégie de développement de ce projet et nous sommes à la recherche d'un modèle nouveau de développement » a-t-il dit. De son côté, **Mme Abeer M. Alakel, CEO de la Commission Royale pour AIUla**, a rappelé que cette région est unique et que l'Arabie la souhaite comme un modèle de croissance inclusive. « Nous avons fait des investissements significatifs dans tous les domaines, et réalisé des projets qui respectent la tradition ». Elle a invité les entreprises françaises à contribuer au développement de ce site dans le cadre du partenariat existant entre les deux pays.

Après cette présentation, les tables rondes se sont succédées, abordant les différents thèmes annoncés, avec à chaque fois des experts, des hauts responsables et des chefs d'entreprises.

## Approches sectorielles

Sur le thème d'« **accélérer des synergies avec pour ligne de mire l'horizon 2030** », Mme Marie Cécile Tardieu, de Business France Invest, a estimé que dans les conditions de troubles que connaît le monde, les entreprises doivent s'adapter, savoir où investir et dans quels domaines. M. Mohamed Ben Laden, Président du Saudi French Business Council, a évoqué les projets dans son pays, notamment dans l'énergie, la construction et estimé que le pays était sur la bonne voie. M. Sherif Shawki, Regional Tax Leader de PWC, a rappelé que les pays du Golfe ont les mêmes objectifs, mais n'ont pas les mêmes priorités. Il a

Sur le thème de « **technologie et innovation** », M. César Maklary, Président de Fluidstack, dans l'IA, a dévoilé que l'Arabie saoudite ambitionne d'intégrer le top 10 mondial dans ce secteur. Il a évoqué la grande consommation en énergie des « data centers » et estimé que les mini-centrales nucléaires apporteraient la solution. Mme Florence Verzelen, de Dassault Systemes, a expliqué l'impact de l'IA sur la compétitivité et souligné qu'il faut être efficient et compétitif face aux Chinois. « Nous mettons un vrai « game changer » entre les mains des industriels pour optimiser leurs modèles », a-t-elle dit. Enfin, M. Igor Carron, CEO de Lighton, autre société dans l'IA générative, a montré comment le numérique enrichit la culture. Il a indiqué que le plan de développement en Arabie intègre l'IA et l'introduit dans tous les secteurs et estimé que la collaboration dans ce secteur entre la France et les pays du CCG devait se développer et progresser.

Sur le thème de « **l'innovation durable dans la gestion de l'eau, des déchets, et l'énergie** », M. Maher al Kaabi, d'Alserkal, a exposé les défis liés à l'eau, et M. Julien Poujet, Président ANMO, Exploration & Production de TotalEnergies, a présenté les trois piliers du développement du groupe, et notamment l'augmentation de la production de gaz et de pétrole, ainsi que de l'électricité et des nouvelles énergies. Pour M. Charles-Emmanuel de Beauregard, QNB Paris, le renouvelable dans la production de l'électricité augmente. « On est passé de 1 mégawatt à 15 mégawatts et les ambitions seraient d'atteindre 80 % de la production de l'électricité à partir du renouvelable ». Le Dr. Fernando Diaz Lopez, d'HEC Paris, s'est penché sur l'éducation et les perspectives des grandes études dans le management de l'énergie. « Dans un monde complexe, la technologie à elle seule ne suffit pas. Il faut le management et la collaboration pour trouver la meilleure solution ». Enfin M. Derek Rushgrove, du Credit Agricole, a rappelé que le Moyen Orient était riche en énergie verte et qu'il faut investir pour l'exploiter.

Sur le thème de **l'avenir de la santé en Arabie saoudite**, Son H.E le Dr Nouf Al Numair, Secrétaire Générale du Saudi Arabia's Ministerial Committee for Health, a, dans une keynote, exposé les opportunités dans ce secteur où la demande explose sous l'effet de la croissance démographique. Ce secteur occupe une place importante dans la « Vision 2030 », a-t-elle dit, soulignant les réformes qui facilitent la coopération et l'investissement. Parmi les opportunités les plus attractives dans ce secteur, le Dr Nouf Al

and Digital Health, de Dubaï, a estimé que plus de coopération implique plus de partenariats, alors que Christophe Bancel, CEO de Tissium, a estimé qu'il faut construire une économie partenariale pour booster les échanges et créer une synergie autour de l'innovation. M. Joseph Hazel, CEO Apex Health, a souligné que le secteur privé des soins de santé était fort dans les pays de la zone et que les acteurs de ce secteur réclament plus de partenariats avec leurs homologues français.



M. Gérard Mestrallet



Mme. Shaima Saleh Al-Husseini



S. E. M. Ahmed Al Sayed

Numair a cité l'intégration de l'IA et la production de médicament. Elle a par ailleurs souligné la coopération avec la France dans ce domaine, indiquant que le Royaume était ouvert à plus de coopération. « Nous sommes devenus l'endroit idéal pour investir dans l'innovation » a-t-elle conclu.

« **Les routes de la croissance** », a abordé l'extension des liaisons de transport entre la France et les pays du CCG. Cette session a réuni autour de M. Gérard Mestrallet, envoyé spécial du Président français pour l'IMEEC, M. Hervé Martel, CEO du Port de Marseille, M. Turki Al Subaihi, CEO de la Saudi Public Transport Company, et M. Abdulla Al Ashram d'Emirates Post Group Company. Les intervenants ont exploré les corridors du développement économiques, notamment la route maritime Marseille-Haïfa- Inde initiée par l'accord signé en septembre 2023 pour rapprocher le Moyen Orient, l'Inde et l'Europe, avec la volonté d'intégrer d'autres grandes villes portuaires en méditerranée pour enrichir ce parcours. D'ailleurs, dans cet objectif, le port de Marseille connaît des modifications importantes pour devenir un hub dans ce réseau de transports appelé à renforcer les échanges et à développer le commerce sur ce parcours.

Pour **l'excellence agroalimentaire et des partenariats pérennes dans ce domaine**, les discussions ont porté sur la nécessité de la coopération interrégionale pour faire face aux enjeux globaux, notamment en matière de sécurité alimentaire et d'agriculture durable. De l'avis des différents intervenants, la France dont l'expertise et le savoir-faire dans ce secteur sont reconnus et appréciés, peut apporter les solutions les plus évoluées et les plus appropriées pour améliorer la sécurité alimentaire, notamment dans les régions confrontées à de sévères restrictions d'eau.

Sur la **collaboration entre la France et le CCG dans la santé**, M. Yacine Hadjiat, d'Innovation in Health Science

**Le sport, le tourisme et leurs impacts sur l'économie** a permis à Mme. Shaima Saleh Al-Husseini, Managing Director de Saudi Sports, de développer les avancées de l'Arabie saoudite dans ce domaine. Elle a indiqué que le divertissement et le sport, qui participent au bien-être de chacun, ne sont plus un objectif à atteindre mais une réalité de tous les jours. Aujourd'hui, l'Arabie saoudite est à l'avant-garde des loisirs et du divertissement au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, sous l'impulsion d'investissements ambitieux et d'initiatives stratégiques dans le cadre de la « Vision 2030 ».

La deuxième journée de cette rencontre a commencé par une intervention de **M. Eric Lombard, ministre de l'Économie, des Finances et de la Souveraineté industrielle et numérique**, qui a ouvert les débats par une brève allocution. Il a souligné l'immense succès de ce rendez-vous qui réunit des dirigeants économiques et politiques de France et des pays du CCG et ouvre la voie au renforcement des liens économiques. « Dans ce contexte, marqué par des tensions et des incertitudes persistantes, il faut consolider les liens entre nos nations, qui restent des partenaires stables, forts et complémentaires » a-t-il dit. Abordant les piliers de la collaboration entre la France et les pays de la région, il a indiqué que les défis du changement climatique poussent tous les partenaires à travailler ensemble pour promouvoir les énergies renouvelables, réduire la dépendance aux énergies fossiles et développer des technologies innovantes. Par ailleurs il a indiqué que les pays du Golfe ont lancé des initiatives pour sortir de la dépendance au pétrole et développer des secteurs qui façonneront l'avenir. Parmi ceux-ci figurent l'intelligence artificielle, les technologies de la santé, l'agriculture durable, la mobilité, les énergies propres et les économies de la connaissance. La France, forte de son expertise dans ces domaines, est prête à soutenir et à accompagner cette démarche. Enfin, au-delà des aspects économi-

ques, M. Lombard a rappelé l'engagement de la France et des pays arabes en faveur de la paix et de la stabilité sur la scène mondiale. « Nous travaillons ensemble pour faire progresser le dialogue et contribuer à la recherche de solutions à la crise régionale actuelle » a-t-il affirmé.



Trois tables rondes se sont ensuite succédé au cours de cette matinée. La première sur **la stratégie pour réussir dans les affaires en France et dans les pays du CCG**. Pour M. Franck Latiner, Manager Partner de Momentum MENA, il y a plusieurs stratégies suivre : s'associer avec des entreprises sur place, établir une entité, ou envoyer un commercial. De son côté M. Saïd El Saadi, CEO d'Access KSA, a souligné l'importance du marché saoudien qui reste stable malgré les turbulences. Il a indiqué que tous les pays de la région harmonisent leur droit pour attirer les investisseurs et que le climat des affaires y était excellent. M. Denis Le Fers, pour Bpifrance Export, a rappelé que Bpifrance garantit les exportations et que son assurance couvre toutes les activités pour soutenir les échanges entre la France et les pays de la région. Enfin, M. Khalifa AlYaqout, Managing Partner, de AlYaqout, Law Firm, a souligné les opportunités pour les entreprises françaises dans tous les pays du CCG et indiquant que cette région est aussi une porte d'entrée pour l'Afrique et l'Asie.

La deuxième table ronde, **sur le thème du luxe dans le Golfe et de l'expérience des entreprises françaises**, a donné des illustrations concrètes de cette thématique. Mme Giovanina Atieh, co-fondatrice de Maison Pyramide Group, a expliqué comment s'établir et réussir sur le marché du CCG. M. Gaël Estublier, Managing Partner d'Onyx Global Partner, a abordé le marché du luxe qui réalise entre 7 et 10 milliards de dollars de chiffre d'affaires. Il a estimé que le luxe devient une identité et que les investissements dans ce domaine sont des stratégies. Le luxe est un vecteur et non un produit. Il a donné l'exemple du Louvres à Abou Dhabi qui devient un outil d'influence. Ce que le Directeur de cabinet du Président de Chalhoub groupe, Geoffroy Bunetel, n'a pas eu de mal à confirmer et à illustrer par ses références.

La dernière table ronde, **sur l'éducation comme facteur de changement** a réuni notamment M. Omar Knio, de la King Abdullah University of Science and Technology, M. Karim

Seghir, d'Ajman University, M. Jan Van der Lee, de l'International Institute of Nuclear Energy, et M. Cedomir Nestorovic, de l'ESSEC Business School. Les idées fortes qui se sont dégagées des discussions révèlent l'effet de l'éducation sur la société et l'importance de la collaboration pour bénéficier de l'expérience des autres. Par ailleurs, les intervenants ont souligné la nécessité d'adapter la formation et l'enseignement aux besoins des industriels, soulignant qu'il y a un besoin important d'ingénieur et de techniciens.

La conclusion de ces deux journées a été assurée par **Mme Claire Cheremetinski, Directrice générale adjointe du Trésor, et M. Ludovic Pouille, Directeur de la Diplomatie économique au ministère de l'Europe et des Affaires étrangères.**

Mme Cheremetinski a dressé un bilan succinct de cette rencontre

qui a enregistré un nouveau succès avec plus de 1 000 participants, 1 400 rencontres en B-2-Bet et des tables rondes sur des sujets importants. « Nous partageons avec les autorités du CCG les mêmes visions de l'avenir », a-t-elle dit. Elle a indiqué que par ailleurs 50 projets d'investissements de pays du CCG sont localisés sur le sol français, contribuant ainsi à la création d'emplois. Et de conclure que la diversification des économies au sein du CCG crée des nombreuses opportunités pour les entreprises françaises.

Il appartenait alors à M. Ludovic Pouille de clore les travaux de cette rencontre, en soulignant les liens d'amitié et les partenariats multiples entre la France et les pays du CCG. Face aux troubles et incertitudes qui secouent le monde, soulignant que la France travaille à la désescalade partout où les tensions sont vives - Gaza, Iran-Israël, Ukraine - mais aussi guerre commerciale avec la montée du protectionnisme, le dialogue est nécessaire, important, a-t-il soutenu. Surtout, la région du Golfe devient une zone majeure de relai de croissance et de prospérité, tournée vers le futur et que la France veut accompagner. Il a rappelé les 23 milliards d'euros d'investissements en France des pays du Golfe et souligné que la France est parmi les premiers investisseurs étrangers dans la région. Avec son programme « France 2030 », la métropole a attiré plus de 100 milliards d'euros d'investissements et le dernier « Choose France » a été une nouvelle réussite majeure. Deux événements qui ont confirmé la première place de la France en Europe et son attractivité pour les investissements étrangers. La France possède des atouts, une expertise et un savoir-faire. Elle peut faire la différence face aux concurrents, a-t-il dit. Et de conclure que ce forum était un laboratoire d'idées qui doit se prolonger par un travail sur le terrain pour nouer des partenariats. « Soyez confiants, le succès sera toujours au bout du chemin » a-t-il conclu, s'adressant tant aux entreprises françaises qu'à leurs partenaires arabes et aux représentants des pays du Golfe..

Credits photos : © VNA/Clandoeil.fr

# L'intelligence artificielle dans le monde arabe

*L'impact de l'intelligence artificielle (IA) sur nos sociétés est déjà considérable. Cette nouvelle technologie se développe rapidement et les projections pour la décennie 2030-2040 indiquent une croissance exponentielle. Cette progression rapide, avec tous ses avantages sociétaux, ne doit pas cependant occulter les défis qu'elle nous oppose et les risques auxquels nous sommes déjà confrontés en raison de son utilisation qui s'accélère et se développe au rythme rapide de ses évolutions et de son expansion.*

*Dans un rapport publié récemment, la Commission économi-*

*que et sociale des Nations unies pour l'Asie, ESCWA, explore les perspectives de cette technologie, de comment l'intégrer, et de son impact sur le développement, la gouvernance et la croissance économique dans les pays arabes à l'horizon 2040.*

*Il offre un aperçu afin d'identifier les décisions et les actions à mener dès aujourd'hui pour préparer l'avenir et assurer sa réussite future dans le monde arabe.*

D'entrée, le document met en lumière l'essor rapide de l'intelligence artificielle (IA) à l'échelle mondiale, adoptée par plus de 100 millions d'utilisateurs deux mois seulement après le lancement de ChatGPT et d'OpenAI en novembre 2022. En termes d'investissements, plus de 500 startups axées sur l'IA ont été créées aux États-Unis la même année, attirant 47 milliards de dollars de financements.

Aujourd'hui, on estime à 70 000 les startups travaillant sur l'IA dans le monde, dont plus de 200 sont des startups privées valant plus d'un milliard de dollars. L'IA générative représente près de 50 % de l'ensemble des financements en IA ; sa valeur économique est estimée à 20 000 milliards de dollars d'ici 2030, et pourrait générer jusqu'à 3,5 % du PIB mondial. D'autres estimations chiffrent la valeur économique annuelle de l'IA à 23 000 milliards de dollars d'ici 2040, provenant uniquement des logiciels et services d'IA. Fin 2024, 35 % des entreprises avaient adopté les technologies d'IA dans leurs opérations, et 42 % envisageaient une mise en œuvre future. Plus de 50 % des grandes entreprises de plus de 5 000 employés utilisent l'IA. Plus de 90 % des organisations gouvernementales interrogées dans le monde utilisent déjà l'IA ou envisagent de l'utiliser. Parmi les cas d'utilisation de l'IA développés par ces entreprises, on compte notamment la révolution des soins de santé, l'accès à des services de qualité, de nouvelles formes inédites de traitement et de prévention des maladies, ainsi que l'optimisation de la consommation d'énergie et l'intégration de sources d'énergie renouvelables aux réseaux électriques. Au niveau gouvernemental, les Nations unies ont recensé plus de 400 projets d'IA dans le monde en soutien aux objectifs de développement (ODD). L'IA n'est plus seulement un outil à exploiter, elle est une force avec laquelle il faut compter.

En termes d'emploi, bien que l'IA soit susceptible d'éliminer quelque 83 millions d'emplois dans le monde, selon le rapport de l'ESCWA, elle devrait également en créer 69 millions de nouveaux. Le marché du travail s'en trouvera profondément bouleversé, avec un déficit de compétences qui constitue le principal frein à la transformation numérique des entreprises. En réponse, 85 % des employeurs prévoient d'investir dans la formation continue, et 70 % comptent recruter des profils dotés de compétences adaptées aux enjeux de demain

Face à l'émergence fulgurante de cette technologie, la région arabe n'est pas restée inactive. Elle a très tôt renforcé ses capacités dans ce domaine et à un rythme dépassant celui de l'adoption du mobile et d'Internet. L'IA est considérée dans les pays arabes comme un moteur de l'innovation et du développement durable. Et certains pays refusent de rester de simples spectateurs dans cette course mondiale à l'intelligence artificielle et ambitionnent ainsi d'être parmi ses acteurs les plus affirmés.

Ainsi, les **Émirats arabes unis**, pays avant-gardiste comme à son accoutumé, ont créé dès 2017 un ministère consacré à l'IA. Par ailleurs, grâce à des infrastructures monumentales comme le projet « Stargate », à des partenariats avec les géants technologiques mondiaux, et à une diplomatie stratégique active dans ce domaine, ils se positionnent aujourd'hui comme un nouveau centre de gravité dans cet univers et ambitionnent d'intégrer l'intelligence artificielle dans tous les aspects de la vie nationale : éducation, santé, défense, gouvernance publique.

En **Arabie saoudite**, l'IA est au cœur de la stratégie de développement du Royaume. L'Arabie saoudite est entrée

dans la course à la fin des années 2010, et avait alors retenu l'attention mondiale en donnant pour la première fois la citoyenneté à l'humanoïde Sophia. En 2020, Riyad a posé les jalons de sa stratégie dans ce domaine en visant à internaliser les différents leviers économiques liés à l'IA et en développant un hub sur son territoire pour attirer les

240 000 opportunités d'emploi à l'horizon 2030.

En termes d'économie, l'IA pourrait se répercuter directement sur la croissance dans les pays arabes, non seulement via une productivité accrue et le développement de nombreux secteurs d'activités, mais aussi via son incidence directe sur le marché du travail et le capital. Ainsi le marché de l'intelligence artificielle en Arabie saoudite évaluée à 555 millions de dollars en 2022 devrait atteindre 3 437 millions de dollars en 2030. L'IA devrait contribuer à hauteur de 96 milliards de dollars au PIB des Émirats arabes unis d'ici 2030, et à hauteur de 5 milliards de dollars à l'économie du Qatar et créer 13 000 nouveaux emplois d'ici 2030.

## Quelle stratégie pour développer et intégrer l'IA dans les pays arabes ?



investissements et les ressources humaines. Dans cette continuité, le Fonds d'investissement public (PIF) a annoncé récemment le lancement du projet HUMAIN dont les services incluront des centres de données de nouvelle génération, des infrastructures d'IA et des solutions cloud, ainsi que des modèles et solutions d'IA avancés. Par ailleurs des investissements privés annoncent plus de 5 milliards de dollars pour construire un centre de données dédié à l'IA dans la future mégapole Neom. Rappelons que l'IA figure parmi les priorités de l'ambitieux plan de réformes « Vision 2030 » qui lui réserve plus 40 milliards de dollars d'investissements. L'Arabie profite d'ailleurs du pèlerinage à La Mecque pour expérimenter certaines applications concrètes de l'IA, avec toute une batterie d'outils pour gérer les flux des pèlerins, notamment une carte appelée "Nusuk" qui contient toutes sortes d'informations personnelles que chaque pèlerin doit porter sur lui en permanence.

L'Égypte, autre grande nation arabe, vise de son côté à devenir un hub important de l'IA dans la région ANMO d'ici 2030. Le pays affiche sa volonté de mettre l'IA au service de la croissance économique, du progrès technologique et de l'amélioration de la qualité de vie. L'un des principaux objectifs du plan IA égyptien vise à porter la contribution du secteur au PIB à hauteur de 7,7 % d'ici à 2030.

Au Maroc, la tenue des premières Assises nationales de l'intelligence artificielle (IA) au mois de juillet dernier, reflète la volonté du pays de placer cette technologie au cœur des différentes politiques publiques pour la mise en œuvre d'une stratégie nationale efficace et éthique, au service d'un développement humain inclusif et durable. Rappelons que la stratégie « Maroc Digital 2030 », mise en place en 2005, accélérée en 2024, vise à inscrire le pays sur la voie de la modernisation numérique et à impulser une nouvelle dynamique pour promouvoir l'emploi et accompagner les talents émergents dans ce domaine à travers la formation de 100 000 jeunes et la création de

Les stratégies de développement de modèles d'IA dans les pays arabes peuvent se décliner en plusieurs modèles.

Le premier suggère des investissements dans des infrastructures de recherche et de développement, et des « data centers » gérés et contrôlés localement avec une main-d'œuvre native qualifiée et des cadres locaux. Le deuxième modèle s'appuie sur le développement local de certains éléments des infrastructures technologiques tout en établissant des collaborations avec des partenaires internationaux pour adapter l'IA à certains de leurs objectifs. Enfin, le troisième modèle peut s'appuyer sur l'utilisation de logiciels et d'algorithmes Open Source pour adapter les innovations mondiales en matière d'IA aux priorités des pays. L'Open Source permet de travailler en temps réel avec une communauté mondiale de développeurs qui compte des millions de personnes. Par ailleurs, il est souhaitable d'associer les experts de la diaspora arabe à des collaborations structurées dans leur pays d'origine pour un appui efficace afin d'adapter les innovations en matière d'IA aux priorités locales.

## Les potentiels de l'IA

Les potentiels de l'IA pour stimuler l'innovation et le développement durable dans tous les secteurs de notre vie quotidienne sont aujourd'hui une réalité. Ils ouvrent des champs d'application dans tous les domaines : santé, éducation, industrie, agriculture, énergies, services publics, préservation du patrimoine culturel, soutien à la réalisation des objectifs de développement durable. Pour se faire, six piliers interdépendants sont fondamentaux : la sécurité et la sûreté, la justice et l'équité, l'innovation et la créativité, la prospérité et le développement équilibré, la diversité et le dynamisme, ainsi que le renouveau culturel et civilisationnel. Cette vision suppose par ailleurs des initiatives ambitieuses, notamment le passage à un enseignement fondé sur l'intelligence artificielle et l'apprentissage tout au long de la vie, la création de mécanismes d'aide d'urgence pour les pays affectés par les conflits, ainsi que

l'adoption d'une approche régionale unifiée pour la gestion de certaines ressources, notamment hydriques et alimentaires.

Le rapport de l'ESCWA, et les recherches qui le sous-tendent, explorent le potentiel des approches régionales de l'IA. L'objectif est d'aider les dirigeants de la région arabe à optimiser les impacts positifs et à minimiser les impacts négatifs de cette mégatendance technologique sur les pays de la région. Fournir aux dirigeants des données actuelles approfondies sur les potentiels futurs de la mégatendance de l'IA, alors que la technologie est encore en train de gagner du terrain, peut contribuer à garantir une préparation, non seulement suffisante, mais surtout optimale pour



les pays et les populations de la région. Parmi les nombreux éléments constituant cette préparation impérieuse figurent la création d'une main-d'œuvre convenablement formée et qualifiée. Car travailler dans et avec l'IA exige de nouvelles compétences et des aptitudes spécifiques telles que le développement et la formation d'algorithmes, et l'utilisation de l'apprentissage automatique pour automatiser des tâches. Étant donné que le rythme de progression de l'IA est très rapide, et qu'il devrait le devenir encore plus, le renforcement des capacités en terme de développement des compétences devra se faire de manière continue et tout au long de la vie.

Au niveau des politiques sociales, le rapport propose de booster les capacités de collecte et d'analyse des données de l'IA afin d'amplifier la voix des citoyens dans les processus décisionnels, tant dans les questions de gouvernance sociétale quotidienne, que lors de situations où les gouvernants ou autres parties ont besoin d'une contribution urgente des citoyens pour garantir réactivité et résultats équitables. A cette fin, les auteurs recommandent d'utiliser des outils d'IA dans les applications d'écoute sociale (notamment sur les réseaux sociaux), pour améliorer l'engagement des citoyens et des gouvernants, pour la cohésion sociale et pour les efforts de secours en cas d'interventions à caractère humanitaire.

Au plan technique, le rapport insiste sur l'implémentation de mécanismes structurés pour aligner les initiatives d'innovation en matière d'IA sur des objectifs nationaux spécifiques, et des outils pour mesurer leurs résultats dans le temps afin d'aider les responsables du secteur public à exploiter toute la puissance et le potentiel de l'IA dans

l'amélioration du bien-être de la société. A cet effet, le rapport recommande de concevoir et d'adopter les outils pour concrétiser les liens entre leurs stratégies d'IA, les visions nationales et les plans de développement à long terme.

Dans cette optique, et pour préserver l'identité culturelle de la région, le rapport préconise de combler le manque de données numériques disponibles et de contenu en langue arabe, qui peut menacer la place de la région dans l'économie numérique mondiale et risque d'entraver les efforts faits justement pour préserver et promouvoir les cultures arabes.

A cette fin, l'ESCWA recommande de développer le contenu numérique en langue arabe pour les modèles d'IA et les applications, en encourageant la production et la conservation de produits multimédias arabes, en connectant et en ouvrant des plateformes de connaissances numériques arabes et des archives, et en soutenant la production d'ensembles de données localisées. Rappelant l'importance de la préservation des dialectes arabes, reflets de la richesse culturelle de la région, le rapport révèle que les modèles et applications d'IA reflétant toute la gamme des dialectes arabes, débloqueront des milliards de dollars en opportunités économiques dans toute la région et ouvriront l'économie numérique à des millions de résidents de la région arabe actuellement à sa marge, et dont beaucoup représentent la prochaine génération de l'IA et de la main-d'œuvre numérique de la région.

Pour finir, le rapport appelle à l'élaboration et à l'adoption d'un cadre unifié de gouvernance de l'IA pour la région, prenant en compte les questions de confidentialité, de sécurité et d'éthique, mais aussi la diversification des partenariats pour l'IA, notamment avec les pays du Sud, la mise en place d'un programme de compétences professionnelles à l'échelle de la région exploitant les outils de l'IA, et la promotion du partage des données dans la région sur des plateformes Open Source afin d'encourager l'innovation en matière d'IA pour faire progresser les objectifs du développement.

## De grandes opportunités mais de grands défis aussi

Face aux incroyables avantages sociétaux promus par l'IA, les défis et les risques ne manquent pas. Ils s'accroissent même et prennent de l'ampleur avec le développement de cette technologie. Parmi ces risques, le rapport pointe les résultats qui peuvent favoriser certains groupes en fonction des bases de données sur lesquelles l'IA a été entraînée. Mais on notera aussi les défis concernant l'utilisation intentionnelle de l'IA à des fins criminelles ou autres fins malveillantes, les deepfakes, ou encore l'introduction de données falsifiées dans le but délibéré de tromper les modèles d'IA. Par ailleurs, certains développeurs de modèles d'IA dominant actuellement le marché expriment leurs inquiétudes quant à l'avenir de l'intervention humaine sur l'IA, se demandant si l'IA pourrait devenir une « intelligence artificielle générale, capable d'égaliser ou de surpasser les performances humaines ? Et même potentiellement, d'évoluer vers une forme de sensibilité qui pourrait échapper au contrôle humain.

Nous n'en sommes pas encore à ce stade, heureusement.



## ARABIE SAOUDITE

**Baisse des bénéfices de Saudi Aramco pour le dixième trimestre consécutif.** Saudi Aramco, la première compagnie exportatrice de pétrole au monde, a annoncé pour le dixième trimestre consécutif, une baisse de 22 % de son bénéfice au deuxième trimestre. Le chiffre d'affaires pour la période a diminué de 11 % en glissement annuel pour atteindre 378,8 milliards de riyals, contre 425,7 milliards de riyals au cours de la même période l'année dernière, en raison de la baisse des prix du pétrole brut et des prix des produits raffinés et chimiques selon le géant saoudien. Toutefois la compagnie reste optimiste et prévoit que la demande de pétrole au second semestre 2025 sera supérieure de plus de deux millions de barils par jour à celle du premier semestre.

**Les valeurs saoudiennes en forte hausse après l'assouplissement des règles de propriété étrangère.** Les actions des promoteurs immobiliers saoudiens ont bondi après l'adoption d'une nouvelle loi autorisant, à compter de janvier 2026, la propriété étrangère dans certaines zones désignées, notamment à Riyad et Djeddah. L'indice immobilier du Tadawul a atteint son plus haut niveau depuis mai, porté par Saudi Real Estate Co. (+ 7,7 %) et Retal Urban Development (+ 6,6 %). La mesure, saluée par les acteurs du marché, devrait bénéficier à l'ensemble de l'écosystème immobilier en favorisant les investissements étrangers et la croissance du secteur.

**L'aéroport de Djeddah bat un record avec 25,5 millions de passagers au S1 2025.** Le King Abdulaziz International Airport à Djeddah a accueilli 25,5 millions de voyageurs au S1 2025, en hausse de 6,8 % par rapport à la même période en 2024, selon la Saudi Press Agency. Le nombre de vols a dépassé 150 000 (+ 6,3 %), tandis que 29,4 millions de bagages ont été traités, soit + 11,9 % sur un an. Cette dynamique soutenue s'inscrit dans les objectifs stratégiques de la « Vision 2030 ». D'ici la fin de la décennie, le Royaume ambitionne de desservir 250 destinations (contre 172 aujourd'hui), d'atteindre 330 millions de passagers par an (128 millions en 2024), et de faire transiter 4,5 millions de tonnes de fret aérien (1,2 million en 2024).



## EMIRATS ARABES UNIS

**Note souveraine solide aux E.A.U.** Les agences de notation S&P Global, Moody's et Fitch Ratings ont attribué une note souveraine solide aux E.A.U. Cette dernière s'établit à « AA » pour S&P Global et à « Aa2 » pour Moody, alors que Fitch Ratings a également confirmé une note « AA- ». Ces notations reflètent la forte confiance internationale dans l'économie des Emirats et la robustesse de ses politiques budgétaires. Malgré un contexte politique régional tendu, les Emirats bénéficient d'atouts importants tels qu'un niveau de dette publique contenu, un niveau remarquable d'actifs financiers souverains, et d'un PIB/habitant élevé.

Selon le World Investment Report 2025 de l'UNCTAD (United Nations Conference on Trade and Development), **les E.A.U se classent en 10ème position en 2024 en termes de flux d'IDE** entrants qui ont atteint un montant record de 45,6 milliards de dollars, soit une augmentation de +48 % en glissement annuel, soit 37 % de l'ensemble des flux entrants d'IDE dans la région.

**Dubaï a accueilli 8,68 millions de visiteurs internationaux entre janvier et mai 2025**, soit une hausse de 7 % par rapport à la même période en 2024. Les visiteurs internationaux proviennent principalement d'Europe de l'Ouest (22 %), Russie/Europe de l'Est (16 %), CCG (15 %). Le taux d'occupation moyen des hôtels est de 83 %, avec 153 356 chambres disponibles et un revenu par chambre de 513 AED (140 USD), en hausse de 7 %.

**Le commerce de détail aux E.A.U devrait croître de 5,4 % par an jusqu'en 2028**, grâce à la transformation des centres commerciaux en pôles de style de vie, intégrant technologies, loisirs et bien-être. 71 % des consommateurs intègrent déjà des fonctionnalités numériques dans leurs parcours d'achat, et 43 % estiment que la technologie améliore leur expérience en magasin.



## OMAN

**Introduction du premier impôt sur le revenu des personnes physiques du CCEAG dès 2028.** Le Sultanat d'Oman a annoncé l'entrée en vigueur d'un impôt sur le revenu des personnes physiques (IRPP) à compter du 1er janvier 2028, marquant une première historique dans le Golfe. Cette réforme s'inscrit dans la stratégie de diversification budgétaire et de viabilité économique à long terme de la « Vision 2040 ». L'IRPP ne concernera que les résidents fiscaux (présents plus de 183 jours par an) percevant un revenu net annuel supérieur à 109 000 dollars. Le taux est fixe à 5 %, sans progressivité, et ne s'applique que sur la partie excédant ce seuil. Le champ d'application couvre un large éventail de revenus : salaires, honoraires, loyers, dividendes, plus-values, pensions, gains en capital, dons et récompenses. Seuls seront comptabilisés les revenus provenant du Sultanat. Les déductions autorisées incluent notamment les dépenses d'éducation et de santé, la Zakat et autres

dons caritatifs, les intérêts sur prêts immobiliers (résidence principale), ou encore les revenus hérités ou issus de la vente d'un bien immobilier (sous conditions). En pratique, seule une petite frange de la population (environ 1%) sera concernée. Cette réforme vise à réduire la dépendance aux hydrocarbures, qui représentent encore plus de 70 % des recettes publiques. Oman devient ainsi le premier État du CCG à adopter une telle fiscalité sur les personnes physiques. Aucun autre pays du Golfe n'a, à ce jour, annoncé de réforme similaire, mais cette initiative pourrait servir de test régional, dans un contexte de pression croissante sur les finances publiques et de sortie difficile de la dépendance vis-à-vis de la rente pétrolière. Pour rappel, la France dispose d'une convention fiscale bilatérale avec le Sultanat d'Oman datant de 1989 et mise à jour en 2012 en vue d'éviter la double imposition.



## BAHREÏN

**Le déficit commercial du Bahreïn s'élève à 2,5 milliards de dollars sur les cinq premiers mois de l'année.** Selon les données publiées par l'Agence centrale de l'information bahreïnienne, le déficit de la balance commerciale du Royaume s'est élevé à 2,5 milliards de dollars entre janvier et mai 2025. Sur cette période, les importations ont atteint 6,9 milliards contre 4,4 milliards pour les exportations, incluant les réexportations à 159 millions de dollars. La Chine reste le principal pays fournisseur avec des importations bahreïniennes depuis la Chine qui se sont élevées à 1,3 milliard de dollars, suivie par le Brésil (860 millions de dollars) et les Émirats arabes unis (797 millions de dollars). Les importations ont été dominées par les véhicules à moteur, le minerai de fer, et les pièces détachées automobiles. Quant aux exportations bahreïniennes, l'Arabie saoudite reste le premier marché de destination (978 millions de dollars), suivie des Émirats arabes unis (466 millions de dollars) et des États-Unis (349 millions de dollars). Les exportations ont principalement porté sur les alliages d'aluminium et les produits à base de méthanol.

**La croissance devrait s'accélérer cette année grâce à l'activité non pétrolière.** En 2025, la croissance économique de Bahreïn devrait s'accélérer grâce à la vigueur de la consommation privée (40 % du PIB) et de l'investissement (30 % du PIB), en liaison avec l'assouplissement de la politique monétaire.



## KOWEÏT

**La compagnie pétrolière koweïtienne cherche à verdir sa production.** La Kuwait Oil Company (KOC) mène actuellement une étude approfondie sur l'économie verte dans le cadre de ses efforts pour passer à l'énergie propre et soutenir l'objectif national de parvenir à des émissions de carbone « net zéro » d'ici 2050. Les études se concentrent sur trois domaines clés : la production d'hydrogène vert à partir d'énergies renouvelables, l'expansion des centres de capture de carbone et le stockage souterrain de dioxyde de carbone. Les responsables de KOC ont confirmé les efforts en cours pour étendre l'intégration des énergies renouvelables dans ses activités, citant le projet solaire Sidra 500 en 2017, l'une des projets pionniers de la région dans le domaine des énergies propres.

**L'inflation devrait se maintenir à 2,6 % en 2025**, principalement en raison de la baisse des prix des produits alimentaires importés et de l'atténuation des pressions sur la demande. Le PIB hors pétrole devrait également croître de 2,6 %, soutenu par la croissance du crédit, un rebond de la demande intérieure et des projets de développement à grande échelle



## MAROC

**Perspectives économiques pour 2025 et 2026.** Dans une note publiée au mois de juillet dernier le Haut-Commissariat au plan marocain relève que la croissance de l'économie mondiale devrait ralentir en 2025 et 2026, sous l'effet conjugué de la montée des tensions commerciales, du durcissement des politiques protectionnistes et du maintien du climat d'incertitude. Il indique, par ailleurs, que les cours des matières premières, en particulier ceux de l'énergie, devraient enregistrer un repli suite à un affaiblissement de la demande mondiale et à une offre excédentaire. Enfin, la fragmentation du commerce international et les incertitudes persistantes devraient peser sur la croissance des échanges de biens et de services. Dans ces conditions, le HCP prévoit une hausse du volume des exportations marocaines des biens de 5,8 % en 2025 et 6,3 % en 2026. En parallèle, les importations des biens devraient croître de 7,6 % en 2025 puis avoisiner 6,4 % en 2026. Le déficit commercial devrait s'aggraver, passant de 19,1 % du PIB en 2024 à 19,8 % en 2025, et 20,1 % en 2026. Concernant la dette, le HCP relève que la tendance baissière du déficit budgétaire combinée à la croissance significative du PIB nominal devraient se traduire par un allègement des agrégats de la dette. Ainsi, la dette du trésor devrait se stabiliser autour de 67,1 % du PIB en 2025 avant de reculer à près de 66,7 % du PIB en 2026. La dette intérieure devrait passer de 50,8 % du PIB en 2024 à 49,2 % du PIB en 2025 et à 47,8 % en 2026 tandis que la dette extérieure du trésor devrait connaître une hausse en passant de 17,9 % du PIB à 18,9 % du PIB respectivement en 2025 et 2026.



## EGYPTE

**CMA CGM acquiert 35 % de la société ODP.** Le groupe français CMA CGM a obtenu l'approbation de l'Autorité égyptienne de la concurrence (ECA) pour l'acquisition d'une participation de 35 % dans la société October Dry Port (ODP), qui développe un port sec dans la ville du 6 Octobre, pour un montant total de 60 millions de dollars. Cette décision ouvre la voie à l'entrée du géant français dans un projet logistique d'envergure. Pour mémoire, cette opération s'inscrit dans le cadre d'un partenariat stratégique signé en avril, visant à renforcer les opérations du port, améliorer la fluidité du fret et offrir des services logistiques intégrés

**Les prévisions du FMI à l'issue de sa 4ème revue dans le cadre la Facilité élargie de crédit (EFF),** à 4,1 % de croissance pour l'année fiscale 2025/26 et de 4,6 % en 2026/27 en deçà des projections gouvernementales, respectivement de 4,5 % et 5 %. L'inflation moyenne est attendue à 15,3 % en 2025/26, avant de diminuer à 10,7 % en 2026/27. S'agissant des IDE, ils devraient atteindre 15,6 milliards de dollars en 2025/26 et 16,9 milliards en 2026/27.

**Hausse des recettes du tourisme et baisse des revenus du Canal de Suez.** Les recettes du Canal de Suez devraient atteindre 6,3 milliards de dollars en 2025/26 et 8,2 milliards en 2026/27, retrouvant ainsi leur niveau de 2023. Les revenus touristiques devraient totaliser 17,1 milliards de dollars en 2025/26 et atteindre 19,2 Mds USD en 2026/27.



## IRAK

**Le FMI revoit à la hausse ses prévisions économiques pour l'Irak.** Dans son dernier communiqué, publié au mois de juillet dernier, le FMI anticipe une croissance du PIB irakien de 3,1 % en 2025. Cette reprise économique est portée par un rebond de la production pétrolière (+ 5 %) dans le sillage d'une levée progressive des réductions décidées par l'OPEP+ en 2023 (sortie prévue d'ici septembre 2026). Le FMI prévoit une croissance relativement faible du PIB non pétrolier, + 1 %, contre + 2,5 % en 2024, freinée par les faibles marges de manœuvre budgétaire. L'inflation annuelle moyenne devrait se stabiliser à 2,6 % Le déficit budgétaire devrait se creuser à 7,5 % du PIB (contre 4,2 % en 2024) en raison d'une hausse des dépenses et d'une baisse des recettes pétrolières. Le prix d'équilibre budgétaire du baril a lui bondi à 84 USD (contre 54 USD en 2020). Enfin, les réserves de la Banque Centrale pourraient baisser à 91 milliards de dollars en 2025, soit 11,1 mois d'importations de biens et services (contre 100,3 milliards de dollars en 2024), sous l'effet d'une baisse des prix du pétrole.

**Vallourec signe deux contrats avec des entreprises chinoises actives en Irak.** Le groupe français Vallourec, spécialisé dans les solutions tubulaires de haut de gamme, a signé deux contrats avec les entreprises chinoises CNOOC (China National Offshore Oil Corporation) et Petro China (West Qurna 1) pour la fourniture de tubes destinés à des opérations de forage en Irak. D'un montant estimé à plus de 130 millions de dollars, les livraisons sont prévues pour 2025 et 2026. Ces contrats s'inscrivent dans un contexte de croissance à venir des activités pétrolières en Irak. Le gouvernement irakien ambitionne d'augmenter les capacités de production de pétrole du pays, actuellement de 5 Mb/j, pour atteindre 7 Mb/j à horizon 2030.



## TUNISIE

**Hausse du PIB tunisien au deuxième trimestre 2025.** Le produit intérieur brut (PIB) tunisien a progressé de 3,2 % en glissement annuel, selon les données publiées par l'Institut national de la statistique (INS). Le secteur agricole a enregistré une hausse remarquable de 9,8 % par rapport à la même période en 2024. Par ailleurs, les industries manufacturières affichent une croissance de 3,9 %, la production minière un bond spectaculaire de 39,5 %, et les activités énergétiques, + 10,1 %, ainsi que l'eau, + 9,6 %, et l'assainissement, + 7,7 %. Le secteur du bâtiment et des travaux publics, longtemps en difficulté, enregistre également une reprise significative de 9,6 %. D'autre part, les services poursuivent leur expansion à un rythme modéré (+ 1,9 %). Le transport (+ 3 %) et l'hôtellerie-restauration (+ 7 %) tirent cette progression, bénéficiant de la hausse de la demande intérieure (+ 3,3 %). Globalement, la croissance de 3,2 % reflète une reprise équilibrée, reposant à la fois sur l'agriculture, l'industrie et la demande intérieure, malgré la persistance de déséquilibres commerciaux.

**Pékin premier fournisseur de la Tunisie.** La Chine est devenue en 2025 le premier fournisseur de la Tunisie, dépassant l'Italie et la France dans le classement de ses partenaires commerciaux. Selon les derniers chiffres disponibles, sa part dans les importations totales a atteint 13 % au cours des sept premiers mois de l'année, contre 12 % pour l'Italie et 11 % pour la France. Ce basculement marque un changement par rapport à 2024, où l'Italie occupait encore la première place avec 9,7 milliards de dinars de biens exportés vers la Tunisie, devant la Chine (9,2 milliards). En 2025, les importations tunisiennes en provenance de Chine ont bondi de 37,2 %, alors que celles de l'Italie ont légèrement reculé (- 0,7 %) et celles de la France progressé de 12,7 %.

# ENTRE L'EAU DES RIVIÈRES & L'EAU DANS NOS VERRES IL Y A



CHAQUE JOUR, SUEZ ALIMENTE  
EN EAU POTABLE PRÈS DE 70 MILLIONS  
DE PERSONNES DANS LE MONDE.  
NOS SOLUTIONS AU SERVICE DES COLLECTIVITÉS  
ET ENTREPRISES SUR [SUEZ.COM/ILYASUEZ](https://www.suez.com/ilyasuez)